

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/NG/W/147

3 avril 2001

(01-1655)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

Original: anglais

SIXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE 22-23 MARS 2001

Déclaration de la Jordanie

G/AG/NG/W/140 (Proposition de la Jordanie)

Résumé et observations finales

La Jordanie est un pays en développement dont l'économie est relativement modeste; le revenu par habitant est faible et le taux de chômage élevé. L'économie est ouverte; l'agriculture est sujette aux catastrophes naturelles et le pays connaît des périodes de sécheresse cycliques et de gelées imprévisibles.

La Jordanie est attachée au processus de réforme de l'agriculture et applique un programme d'ajustement économique rigoureux favorisant la libéralisation des échanges aux plans interne et externe.

Une des raisons pour lesquelles le pays a accédé à l'OMC était la volonté de tirer parti des possibilités commerciales au niveau international. Le défi politique qu'il doit maintenant relever est d'aider les producteurs nationaux à s'adapter à la concurrence étrangère. Cependant, alors que cela fait presque un an qu'elle est Membre de l'OMC, la Jordanie connaît des problèmes pour s'adapter aux disciplines de l'OMC en matière d'accès aux marchés. Cette situation est principalement due au fait que le pays n'a pas pu avoir recours à plusieurs dispositions de l'Accord sur l'agriculture, comme celle qui établit une clause de sauvegarde spéciale et celle qui ménage une flexibilité pour la fixation des tarifs. Par conséquent, les tarifs appliqués par la Jordanie sont beaucoup plus proches des taux consolidés que dans d'autres pays.

Domaines de négociation

Accès aux marchés

La Jordanie considère que l'accès aux marchés est un élément-clé du processus de réforme de l'agriculture. Elle pense également que la réforme doit prendre en compte tous les intérêts légitimes, y compris les besoins spéciaux des pays en développement. Ces intérêts légitimes et ces besoins spéciaux sont essentiellement – dans le cas de la Jordanie – la prévention des effets secondaires négatifs de la réforme sur l'agriculture et la protection contre les interventions déloyales sur le marché par les pays dont les conditions d'accession à l'OMC étaient moins rigoureuses. Le processus de réforme et l'accès aux marchés devraient aussi être équitables pour ce qui est de la différence entre les tarifs consolidés et les tarifs appliqués dans les différents pays.

Il n'est pas acceptable qu'un pays puisse tirer profit des importantes différences entre les tarifs appliqués et les tarifs consolidés ou avoir le droit d'imposer des mesures de sauvegarde spéciales à

l'encontre d'un pays en développement parce qu'il est Membre de l'OMC depuis plus longtemps et qu'il a donc bénéficié de conditions d'accession plus favorables que le pays en développement Membre depuis peu.

Reconnaissant l'objectif à long terme consistant à établir un système de commerce des produits agricoles qui soit équitable et axé sur le marché, la Jordanie propose qu'une **différence plus uniforme** entre taux consolidés et taux appliqués soit adoptée pour les pays en développement. Tous les pays devraient rechercher puis adopter une formule permettant d'arriver, à la fin du cycle, à une formule faisant **converger** les taux appliqués, ce qui garantirait un accès aux marchés équitable pour les produits agricoles aussi bien des pays développés Membres que des pays en développement Membres.

Toute **formule de réduction tarifaire** devrait par ailleurs prendre en compte le degré de libéralisation de chaque pays Membre. À cette fin, il faut définir un objectif tarifaire spécifique pour les pays en développement et un autre pour les pays développés (par exemple, moyenne pondérée ou toute autre méthode convenue). Le niveau de réduction tarifaire devrait être fonction du niveau tarifaire existant (appliqué) de chaque pays et du niveau tarifaire fixé devant être atteint au cours d'une période déterminée.

La Jordanie estime que le mécanisme de sauvegarde spéciale devrait être maintenu et que les pays ayant accédé récemment, comme la Jordanie, devraient pouvoir y avoir recours. En outre, elle est favorable à l'idée d'avoir un mécanisme de sauvegarde distinct semblable à la clause de sauvegarde spéciale au titre de l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture.

Dans le domaine de la concurrence à l'exportation, la Jordanie propose que les Membres de l'OMC éliminent toutes les formes de subventions à l'exportation. Les subventions à l'exportation devraient être consolidées à des taux nuls étant donné que ce sont les mesures qui faussent le plus les échanges.

Il faudrait élaborer des disciplines concernant les crédits à l'exportation, les garanties de crédit à l'exportation et les programmes d'assurance en ménageant une flexibilité adéquate aux pays en développement.

Dans le domaine du soutien interne

La *catégorie verte* devrait être maintenue. Cependant, il faudrait réexaminer les critères relatifs à la catégorie verte pour faire en sorte que toutes les mesures classées dans cette catégorie répondent à une prescription fondamentale, à savoir que leurs effets de distorsion sur les échanges doivent être nuls ou, au plus, minimes.

Catégorie bleue: Soutien interne au titre de programmes de limitation de la production; ceux qui sont exemptés de l'engagement de réduction pourraient être maintenus car cela peut être utile pour transformer un soutien ayant des effets de distorsion sur les échanges en un soutien dont lesdits effets sont moindres; cependant, ces programmes devraient être soumis à des engagements de réduction conduisant à leur élimination à l'avenir.

MGS

Les chiffres négatifs du soutien par produit devraient pouvoir venir en déduction des chiffres positifs de la MGS autre que par produit.

Toutes les mesures prises par les pays en développement en faveur de la lutte contre la pauvreté, du développement rural, de l'emploi rural, de la mise en valeur des sols désertiques devraient être exemptées de tout engagement de réduction.

Les programmes de développement doivent demeurer exemptés des engagements de réduction durant la prochaine phase du programme de réforme.

Il faut continuer d'appliquer la notion et le seuil *de minimis* existants, mais uniquement aux pays en développement.

Dans le domaine du traitement spécial et différencié

En ce qui concerne l'**accès aux marchés**, la Jordanie propose d'établir un **programme de promotion des exportations**, visant à offrir une assistance technique aux pays en développement pour accroître leur potentiel et leurs moyens dans les domaines de l'accès aux marchés.

Il est également proposé d'établir un **programme de surveillance de l'incidence des politiques commerciales** afin de fournir au Comité de l'agriculture des renseignements sur les principaux indicateurs en ce qui concerne l'adoption des dispositions de l'Accord sur l'agriculture, et leur effet sur les revenus des petits agriculteurs ainsi que sur l'environnement et la sécurité alimentaire.

Pour la Jordanie, les principales considérations autres que d'ordre commercial sont les suivantes: la protection de l'environnement et du paysage, la lutte contre la pauvreté, la protection de l'héritage social et culturel; elles sont expliquées en détail dans sa proposition. Bien que la Jordanie pense elle aussi que les seules forces du marché ne suffisent pas à traiter les considérations autres que d'ordre commercial, elle propose des solutions de développement pour traiter ces considérations sans qu'il y ait de distorsion importante des échanges.

Observations finales

Permettez-moi tout d'abord de remercier toutes les délégations pour leurs observations, que nous jugeons très utiles.

Je voudrais souligner que l'une des raisons pour lesquelles la Jordanie a accédé à l'OMC était la volonté de tirer parti des possibilités commerciales au niveau international. Nous pensons qu'il est possible d'atteindre cet objectif grâce à une réforme importante dans le domaine de l'accès aux marchés. Nous pensons aussi que le processus de réforme devrait être équitable, en particulier pour les pays Membres depuis peu. Une certaine flexibilité devrait être ménagée à ces pays en ce qui concerne certains produits sensibles.

Je tiens à renouveler mes remerciements aux délégations qui ont soutenu notre proposition.
